



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°BFC-2023-135

PUBLIÉ LE 21 NOVEMBRE 2023

# Sommaire

## **ARS Bourgogne Franche-Comté /**

BFC-2023-11-16-00004 - 2023\_arrete\_PECH.pdf (9 pages) Page 4

BFC-2023-11-15-00002 - arrêté approuvant la prorogation du PMP GHT 21-52 (15-11-2023) (2 pages) Page 14

BFC-2023-11-16-00001 - Arrêté ARSBFC/DSP/DPSE/2023/19 autorisant l'association ELIAD à créer 5 LHSS à Dole (39) (3 pages) Page 17

## **ARS Bourgogne Franche-Comté / DOS-Département performance des soins hospitaliers/UTSH 58-89-71-39**

BFC-2023-11-08-00004 - ARRÊTÉ ARS-BFC-DOS-2023-1778 modifiant et remplaçant l'ARRÊTÉ ARS-BFC-DOS-2023-0305 du 20 mars 2023 et fixant le montant des acomptes mensuels MCO à compter de janvier 2023 dans l'attente du calibrage du mécanisme de sécurisation pour 2023 au titre des soins à partir de la période janvier 2023 et le montant du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité MCO 2022 transmise en LAMDA), au titre de l'activité déclarée au mois de janvier 2023, à l'établissement : GROUPE HOSPITALIER DE LA HAUTE SAONE. ?? (6 pages) Page 21

BFC-2023-11-16-00002 - DECISION ARS-BFC-DOS-2023-1580 portant renouvellement, à titre dérogatoire, de l'autorisation de prélèvements d'organes et de tissus à des fins thérapeutiques - Centre hospitalier de l'agglomération de Nevers Site Hôpital Pierre Bérégovoy (FINESS EJ : 58 078 003 9 - FINESS ET : 58 097 269 3) (4 pages) Page 28

## **Direction départementale des territoires de la Saône-et-Loire / Économie Agricole**

BFC-2023-05-23-00015 - Contrôle des Structures agricoles - Accusé de réception de dossier complet de demande d'autorisation d'exploiter de M. Nicolas FONTAINE à Saint-Aubin (1 page) Page 33

## **DRAAF Bourgogne Franche-Comté /**

BFC-2023-11-17-00002 - Arrêté n°23-289 BAG portant création portant création de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de Mamirolle-Poligny (EPLEFPA Mamirolle-Poligny) (2 pages) Page 35

BFC-2023-09-11-00014 - portant reconnaissance du Groupement des Agriculteurs Bio de Haute-Saône en qualité de Groupement d'Intérêt Economique et Environnemental (GIEE) (4 pages) Page 38

## **DREAL Bourgogne Franche-Comté / Secrétariat général**

BFC-2023-11-16-00003 - arrêté relatif à la modification de l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la DREAL BFC (2 pages) Page 43

**Maison d'arrêt de Dijon /**

BFC-2023-11-15-00001 - Arrêté portant nomination des membres au CSA de la MA Dijon - 15/11/2023 (2 pages)

Page 46

BFC-2023-11-17-00001 - MA Dijon - Délégation de signature - ACD, OFF, MAJORS, 1ERS SVTS (16 pages)

Page 49

**Rectorat de la région académique Bourgogne Franche-comté /**

BFC-2023-11-17-00003 - ARRÊTÉ COMPO COMM ÉLECTORALE (2 pages)

Page 66

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2023-11-16-00004

2023\_arrete\_PECH.pdf

AGENCE REGIONALE DE SANTE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Arrêté ARS-BFC-DOS-2023-1499

modifiant l'arrêté ARSBFC/DOS/RHSS/22-0206 du 22 novembre 2022 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière, pour lesquelles l'offre de soins est, ou risque d'être insuffisante en Bourgogne-Franche-Comté

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE  
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE**

- Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles R. 6152-404-1 et R. 6152-508-1 ;
- Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé ;
- Vu le décret n°2017-327 du 14 mars 2017 portant création d'une prime d'exercice territorial et d'une prime d'engagement de carrière hospitalière ;
- Vu le décret n°2017-326 du 14 mars 2017 relatif à l'activité partagée de certains personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques et créant la convention d'engagement de carrière hospitalière pour les praticiens contractuels et les assistants de hôpitaux ;
- Vu l'arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière ;
- Vu l'arrêté ARSBFC/DOS/RHSS/22-0206 du 22 novembre 2022 modifiant l'arrêté ARSBFC/DOS/RHSS/21-0235 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière, pour lesquelles l'offre de soins est, ou risque d'être insuffisante en Bourgogne-Franche-Comté ;
- Vu la décision ARS BFC/SG/2023-055 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté en date du 2 octobre 2023 ;

Considérant les propositions de révision de la liste des spécialités pour laquelle l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante, effectuées par les établissements de santé de la région Bourgogne-Franche-Comté ;

Considérant la consultation de la commission régionale paritaire du 16 novembre 2023 ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Dans le cadre de la révision annuelle prévue par l'article R. 6152-404-1 du Code de la santé publique, la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière, pour lesquelles l'offre de soins est, ou risque d'être insuffisante en Bourgogne-Franche-Comté, est modifiée à compter de la signature du présent arrêté.

**Article 2 :**

Cette liste en annexe du présent arrêté, établie initialement pour une durée de trois ans, est révisable annuellement par le directeur général de l'Agence régionale de santé, sur proposition des directeurs des établissements, après avis de la commission régionale paritaire.

**Article 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif (recours gracieux auprès du directeur général de l'Agence régionale de santé ou recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé) ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, sis 22 rue d'Assas, 21000 DIJON, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision ou, à l'égard des tiers, de sa publication aux recueils des actes administratifs. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le recours administratif introduit dans le délai précité, interrompt le délai pour introduire un recours contentieux.

**Article 4 :**

Les directeurs des établissements de santé et médicaux sociaux publics de la région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 16 novembre 2023

**Pour le directeur général,  
La directrice de l'organisation des soins et  
de l'autonomie,**

**Anne-Laure MOSER MOULAA**



**GHT 21 - 52**

|                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CH de la Haute Côte-d'Or              | Gériatrie<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Radiologie et imagerie médicale                                                                                                                                                                        |
| CHU Dijon Bourgogne                   | Anatomie et cytologie pathologique<br>Anesthésie-réanimation<br>Gériatrie<br>Gynécologie obstétrique<br>Médecine d'urgence<br>Psychiatrie<br>Radiologie et imagerie médicale                                                                                   |
| CH La Chartreuse                      | Psychiatrie                                                                                                                                                                                                                                                    |
| CH d'Auxonne                          | Gériatrie                                                                                                                                                                                                                                                      |
| CH Robert Morlevat de Semur-en-Auxois | Anesthésie-réanimation<br>Chirurgie viscérale et digestive<br>Gériatrie<br>Gynécologie obstétrique<br>Hépto-gastro-entérologie<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Neurologie<br>Pédiatrie<br>Psychiatrie<br>Radiologie et imagerie médicale |

**GHT Sud Côte d'Or**

|                           |                                                                                                                                                                                |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Hospices Civils de Beaune | Anesthésie-réanimation<br>Chirurgie urologique<br>Gériatrie<br>Hépto gastro-entérologie<br>Médecine d'urgence<br>Ophtalmologie<br>Pédiatrie<br>Radiologie et imagerie médicale |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**GHT Centre Franche-Comté**

|               |                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CHRU Besançon | Anatomie et cytologie pathologique<br>Anesthésie-réanimation<br>Chirurgie thoracique et cardio-vasculaire<br>Gériatrie<br>Médecine d'urgence<br>Neurochirurgie<br>Oncologie radiothérapique<br>Psychiatrie<br>Radiologie et imagerie médicale |
|---------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                            |                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CHI Haute-Comté            | Anesthésie-réanimation<br>Chirurgie viscérale et digestive<br>Gériatrie<br>Gynécologie obstétrique<br>Hépatogastro-entérologie<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Pneumologie<br>Psychiatrie                                 |
| CHS Novillars              | Médecine générale<br>Pharmacie<br>Psychiatrie                                                                                                                                                                                                                        |
| Centre de soins Tilleroyes | Gériatrie<br>Médecine physique et réadaptation                                                                                                                                                                                                                       |
| CHS Saint-Ylie Jura        | Médecine générale<br>Psychiatrie                                                                                                                                                                                                                                     |
| CH Louis Pasteur Dole      | Anesthésie-réanimation<br>Gériatrie<br>Gynéco-obstétrique<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Médecine interne<br>Néphrologie<br>Ophtalmologie<br>Pédiatrie<br>Pneumologie<br>Radiologie et imagerie médicale<br>Rhumatologie |

#### **GHT Jura**

|                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CH Jura Sud                           | Anesthésie-réanimation<br>Biologie médicale<br>Chirurgie urologique<br>Chirurgie viscérale et digestive<br>Endocrinologie-diabétologie-nutrition<br>Gériatrie<br>Gynécologie obstétrique<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Médecine intensive et réanimation<br>Oto-rhino-laryngologie<br>Pédiatrie<br>Pneumologie<br>Radiologie et imagerie médicale |
| CH Léon Bérard Morez                  | Médecine d'urgence<br>Médecine générale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| CH Louis Jaillon Saint-Claude         | Gériatrie<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Radiologie et imagerie médicale                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| CH Intercommunal du Pays du Revermont | Gériatrie<br>Médecine physique et réadaptation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**GHT Nièvre**

|                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|--------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CHI Agglomération de Nevers          | Anesthésie-réanimation<br>Chirurgie thoracique et cardiovasculaire<br>Chirurgie urologique<br>Chirurgie viscérale et digestive<br>Gériatrie<br>Gynécologie médicale<br>Gynécologie obstétrique<br>Hépatogastro-entérologie<br>Hygiène hospitalière<br>Médecine d'urgence<br>Médecine interne<br>Médecine nucléaire<br>Médecine physique et réadaptation<br>Néphrologie<br>Neurologie<br>Oncologie médicale<br>Ophtalmologie<br>Pédiatrie<br>Pneumologie<br>Psychiatrie<br>Radiologie et imagerie médicale<br>Rhumatologie |
| CH Cosne-Cours-sur-Loire             | Gériatrie<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| CH Decize                            | Anesthésie-réanimation<br>Gériatrie<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Radiologie et imagerie médicale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| CH Pierre Léo EPSM de la Nièvre      | Médecine générale<br>Psychiatrie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| CH Henri Dunant La-Charité-sur-Loire | Gériatrie<br>Médecine générale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| CH Château-Chinon                    | Gériatrie<br>Médecine générale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| CH Lormes                            | Gériatrie<br>Médecine générale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

### GHT Haute-Saône

|                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Groupe Hospitalier de Haute-Saône | Anesthésie-réanimation<br>Biologie médicale<br>Chirurgie orthopédique et traumatologique<br>Chirurgie urologique<br>Chirurgie viscérale et digestive<br>Dermatologie<br>Endocrinologie-diabétologie-nutrition<br>Gériatrie<br>Gynécologie obstétrique<br>Hépto-gastro-entérologie<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Médecine intensive et réanimation<br>Médecine interne et immunologie clinique<br>Médecine physique et réadaptation<br>Néphrologie<br>Neurologie<br>Ophtalmologie<br>Oto-rhino-laryngologie<br>Pédiatrie<br>Pharmacie<br>Pneumologie<br>Radiologie et imagerie médicale<br>Rhumatologie |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

### GHT Bourgogne méridionale

|                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CH Les Chanaux Mâcon           | Anesthésie-réanimation<br>Dermatologie<br>Gériatrie<br>Gynécologie obstétrique<br>Hématologie<br>Hépto-gastro-entérologie<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Médecine intensive et réanimation<br>Neurologie<br>Oncologie médicale<br>Pédiatrie<br>Pneumologie<br>Psychiatrie<br>Radiologie et imagerie médicale |
| CH du Pays Charolais-Brionnais | Anesthésie-réanimation<br>Hépto-gastro-entérologie<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Oto-rhino-laryngologie<br>Pédiatrie<br>Pneumologie<br>Radiologie et imagerie médicale                                                                                                                                      |

**GHT Saône et Loire Bresse-Morvan**

|                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CH William Morey Chalon-sur-Saône  | Anesthésie-réanimation<br>Dermatologie<br>Gériatrie<br>Gynécologie obstétrique<br>Hématologie<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine du travail<br>Médecine générale<br>Médecine intensive et réanimation<br>Médecine vasculaire<br>Oncologie médicale<br>Pédiatrie<br>Radiologie et imagerie médicale |
| CHS Sevrey                         | Gériatrie<br>Médecine générale<br>Psychiatrie                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| CH Autun                           | Gériatrie<br>Gynécologie obstétrique<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Pédiatrie                                                                                                                                                                                                                                   |
| CH Jean Bouveri Montceau-les-Mines | Gériatrie<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Pneumologie                                                                                                                                                                                                                               |
| CH Chagny                          | Gériatrie<br>Médecine générale                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**GHT Sud Yonne-Haut-Nivernais**

|            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CH Auxerre | Anesthésie-réanimation<br>Biologie médicale<br>Chirurgie orthopédique<br>Chirurgie urologique<br>Dermatologie<br>Endocrinologie-diabétologie-nutrition<br>Gériatrie<br>Gynécologie-obstétrique<br>Hématologie<br>Hépatogastro-entérologie<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine et santé au travail<br>Médecine générale<br>Médecine intensive et réanimation<br>Médecine interne<br>Médecine vasculaire<br>Néphrologie<br>Neurologie<br>Odontologie polyvalente<br>Oncologie médicale<br>Pédiatrie<br>Pharmacie<br>Pneumologie<br>Radiologie et imagerie médicale<br>Rhumatologie |
|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                              |                                                      |
|----------------------------------------------|------------------------------------------------------|
| CH Clamecy                                   | Médecine d'urgence<br>Médecine générale              |
| CHS d'Auxerre                                | Médecine générale<br>Psychiatrie                     |
| CH Avallon                                   | Gériatrie<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale |
| CH du Tonnerrois                             | Gériatrie<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale |
| Maison Départementale de Retraite de l'Yonne | Gériatrie                                            |

#### **GHT Nord Yonne**

|           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| CH Joigny | Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Radiologie et imagerie médicale                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| CH Sens   | Anesthésie-réanimation<br>Endocrinologie-diabétologie-nutrition<br>Gériatrie<br>Gynécologie obstétrique<br>Hépatogastro-entérologie<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine générale<br>Médecine intensive et réanimation<br>Néphrologie<br>Neurologie<br>Oncologie médicale<br>Pédiatrie<br>Pharmacie<br>Pneumologie<br>Radiologie et imagerie médicale<br>Rhumatologie |

|                            |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Hôpital Nord Franche-Comté | Anatomie et cytologie pathologique<br>Anesthésie-réanimation<br>Biologie médicale<br>Chirurgie ortho-traumatologie<br>Chirurgie urologique<br>Chirurgie viscérale<br>Dermatologie<br>Endocrinologie-diabétologie-nutrition<br>Gériatrie<br>Gynécologie obstétrique<br>Hématologie<br>Hépto-gastro-entérologie<br>Maladies infectieuses<br>Médecine cardiovasculaire<br>Médecine d'urgence<br>Médecine et santé au travail<br>Médecine générale<br>Médecine intensive et réanimation<br>Médecine interne<br>Médecine nucléaire<br>Médecine physique et de réadaptation<br>Médecine vasculaire<br>Néphrologie<br>Neurologie<br>Odontologie polyvalente<br>Ophtalmologie<br>Oto-rhino-laryngologie<br>Pédiatrie<br>Pneumologie<br>Pharmacie<br>Radiologie et imagerie médicale<br>Rhumatologie<br>Santé publique |
| CHSLD Chênois              | Gériatrie<br>Médecine générale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2023-11-15-00002

arrêté approuvant la prorogation du PMP GHT  
21-52 (15-11-2023)

**ARRETE ARSBFC/DOS/2023-0658**

**Approuvant la demande de prorogation du projet médical partagé du Groupement  
Hospitalier de Territoire 21-52**

**Le directeur général  
de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté**

- VU** l'article 107 de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et relatif aux groupements hospitaliers de territoire ;
- VU** le décret n° 2016-675 du 27 mai 2021 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et à la médicalisation des décisions à l'hôpital ;
- VU** les articles L. 6132-1 à L 6132-7, R. 6132-1 à R 6132-21 du code de la santé publique ;
- VU** le décret du 2 novembre 2022 portant nomination de M. Jean-Jacques COIPIET en qualité de directeur général de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2016 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté approuvant la convention constitutive du groupement hospitalier de territoire 21-52 ;
- VU** l'arrêté du 08 janvier 2018 du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté approuvant le projet médical et le projet de soins partagé du groupement hospitalier de territoire 21-52 ;
- VU** l'arrêté du 21 mars 2018 du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté approuvant la convention constitutive du groupement hospitalier de territoire 21-52 ;
- VU** l'arrêté du 07 septembre 2023 du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté approuvant la convention constitutive modifiée du groupement hospitalier de territoire 21-52 ;

Considérant le courriel du 18 octobre 2023 du directeur de la stratégie et des coopérations de l'établissement support du groupement hospitalier de territoire 21-52 demandant la prorogation du projet médical partagé du GHT 21-52 ;

## **ARRETE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le projet médical partagé du groupement hospitalier de territoire 21-52 approuvé le 08 janvier 2018 est prorogé jusqu'au 01 janvier 2024.

### **Article 2 :**

Un recours hiérarchique contre la présente décision, peut être formé auprès du Ministre de la santé et de la prévention, 8 Avenue de Ségur, 75350 PARIS Cedex 07 SP, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé auprès du tribunal administratif de Dijon, 22 Rue d'Assas 21000 Dijon, dans le même délai. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

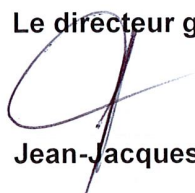
Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 3 :**

La directrice de l'organisation des soins et de l'autonomie de l'ARS de Bourgogne-Franche-Comté et les directeurs des établissements membres du groupement hospitalier de territoire (GHT) 21-52 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le **15 NOV. 2023**

Le directeur général,

  
**Jean-Jacques COIPIET**

ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2023-11-16-00001

Arrêté ARSBFC/DSP/DPSE/2023/19 autorisant  
l'association ELIAD à créer 5 LHSS à Dole (39)

**ARRETÉ n° ARSBFC/DSP/DPSE/2023-19**

**autorisant l'Association ELIAD  
à créer 5 Lits Halte Soins Santé (LHSS) à DOLE (39)**

**FINESS ET : 39 000 855 5**

**Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne - Franche-Comté**

- Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L 312-1, L 313-1, L 313-2 à L 313-5, D 312-176-1 et 312-176-2 ;
- Vu** le Code de la Santé Publique ;
- Vu** le Code de la Sécurité Sociale ;
- Vu** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- Vu** le décret n° 2016-12 du 11 janvier 2016 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement de structures dénommées « Lits Halte Soins Santé » (LHSS) et « Lits d'Accueil Médicalisés » (LAM) ;
- Vu** le décret n° 2020-1745 du 29 décembre 2020 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement de structures dénommées « Lits Halte Soins Santé » (LHSS) et « Lits d'Accueil Médicalisés » (LAM) ;
- Vu** le décret n° 2022-695 du 26 avril 2022 modifiant le décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- Vu** le décret en date du 2 novembre 2022 portant nomination de M. Jean-Jacques COIPILET, en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne – Franche-Comté ;
- Vu** la décision ARS BFC/SG/2023-055 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne – Franche-Comté ;
- Vu** l'instruction interministérielle DGCS/1B/5B/DGS/SP2/SP3/DSS/1A/2022-112 du 19 avril 2022 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2022 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques : appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM) et « Un chez soi d'abord » ;

.../...

**Vu** la candidature simplifiée déposée par ELIAD en date du 16 août 2023 ;

**CONSIDERANT** le PRAPS Bourgogne Franche-Comté 2023-2028 :  
 - Axe 3 : « Diversification et développement de l'offre médico-sociale et sanitaire »  
 - Objectif : Consolidation de l'offre médico-sociale pour les personnes en difficultés spécifiques (SMS PDS) avec hébergement ;

**CONSIDERANT** que le projet répond aux besoins sociaux et médico-sociaux identifiés dans le département ;

**CONSIDERANT** que le coût de fonctionnement est compatible avec le montant de la dotation régionale limitative ;

**ARRETE :**

**Article 1 :** L'autorisation visée à l'article L.313-1 du CASF est accordée à l'association ELIAD pour la création de 5 lits halte soins santé à DOLE (39) selon les caractéristiques suivantes :

| N° FINESS EJ            | Raison sociale                                          |
|-------------------------|---------------------------------------------------------|
| 25 001 951 0            | Association ELIAD                                       |
| Adresse                 | 41 rue Thomas Edison – CS 92146<br>25052 BESANÇON CEDEX |
| N° FINESS ETABLISSEMENT | Raison sociale                                          |
| 39 000 855 5            | LHSS                                                    |
| Adresse                 | <i>En cours</i>                                         |

| Catégorie d'établissement | Discipline                                                                               | Catégorie de clientèle        | Mode de fonctionnement               | Nombre de places |
|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|------------------|
| 180 - LHSS                | 507 – Hébergement médico-social personnes en difficultés spécifiques<br><br>Sexe : mixte | 840 – Personnes sans domicile | 11 – Hébergement complet en internat | 5                |

**Article 2 :** La présente autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans à compter de la date de signature du présent arrêté et sous réserve du résultat positif de la visite de conformité réalisée selon les dispositions prévues à l'article L.313-5 du CASF.

Son renouvellement, total ou partiel, est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation mentionnée au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.312-8.

.../...

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article L.313-1 du CASF dont l'application est fixée à l'article D.313-7-2 du même code, la présente autorisation est caduque si elle n'a pas reçu de commencement d'exécution dans un délai de quatre ans suivant sa notification.

**Article 4 :** Les nouvelles caractéristiques de ce service seront répertoriées dans le Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS).

**Article 5 :** Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération au niveau de l'autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L.313-1 du CASF. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois qui suivent sa notification :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS Bourgogne Franche-Comté. Le recours administratif adressé, dans le délai précité, interrompt le délai pour introduire un recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon – 30 rue Charles Nodier – 25000 BESANÇON. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé par voie dématérialisée via le site <https://www.telerecours.fr/>

A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication du présent acte au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

**Article 7 :** Le directeur de la santé publique de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région Bourgogne – Franche-Comté.

Fait à Dijon, le 16 novembre 2023

Pour le directeur général,  
Le directeur de la santé publique,



Alain MORIN

## ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2023-11-08-00004

ARRÊTÉ ARS-BFC-DOS-2023-1778 modifiant et remplaçant l' ARRÊTÉ ARS-BFC-DOS-2023-0305 du 20 mars 2023 et fixant le montant des acomptes mensuels MCO à compter de janvier 2023 dans l' attente du calibrage du mécanisme de sécurisation pour 2023 au titre des soins à partir de la période janvier 2023 et le montant du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l' exercice antérieur (activité MCO 2022 transmise en LAMDA), au titre de l' activité déclarée au mois de janvier 2023, à l' établissement : GROUPE HOSPITALIER DE LA HAUTE SAONE.

## ARRÊTÉ ARS-BFC-DOS-2023-1778

fixant le montant des acomptes mensuels MCO à compter de janvier 2023 dans l'attente du calibrage du mécanisme de sécurisation pour 2023 au titre des soins à partir de la période janvier 2023 et le montant du versement à effectuer au titre du rattrapage sur l'exercice antérieur (activité MCO 2022 transmise en LAMDA), au titre de l'activité déclarée au mois de **janvier 2023**, à l'établissement : **GROUPE HOSPITALIER DE LA HAUTE SAONE**.

N° FINESS de l'entité juridique : **70 000 459 1**

### **Annule et remplace l'ARRÊTÉ ARS-BFC-DOS-2023-0305 du 20 mars 2023**

#### **Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté,**

- VU** le code de la santé publique modifié et notamment ses articles L. 6145-1 à L. 6145-17, et R. 6145-1 à R. 6145-61 ;
- VU** le code de la sécurité sociale modifié, et notamment les articles L. 162-22-6, L. 162-22-7, L. 162-22-10 et L. 162-26 ;
- VU** la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 ;
- VU** la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 44 ;
- VU** le décret n°2009-213 du 23 février 2009 relatif aux objectifs de dépenses d'assurance maladie et portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 6 mai 2020 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;
- VU** l'arrêté du 30 mars 2023 fixant pour l'année 2023 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 17 août 2021 modifiant l'arrêté du 13 avril 2021 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du COVID-19 pour l'année 2021 ;
- VU** l'arrêté du 28 mars 2023 fixant pour l'année 2023 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté ARSBFC/DOS/PSH/2022-873 du 20 juillet 2022 fixant pour l'année 2022 la dotation forfaitaire garantie de l'établissement ;
- VU** l'arrêté du 24 août 2022 modifiant l'arrêté du 10 mai 2022 relatif à la garantie de financement des établissements de santé pour faire face à l'épidémie du COVID-19 pour l'année 2022 ;
- VU** l'arrêté du 16 décembre 2022 modifiant les arrêtés du 23 décembre 2016 relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile, en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, en psychiatrie, en soins de suite et de réadaptation et à la transmission d'informations issues de ce traitement, dans les conditions définies aux articles L. 6113-7 et L. 6113-8 du code de la santé publique ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2023 modifiant l'arrêté du 19 février 2015 relatif aux forfaits alloués aux établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ayant des activités de médecine, obstétrique et odontologie ou ayant une activité d'hospitalisation à domicile ;
- VU** le(s) relevé(s) d'activité transmis au titre du mois de **janvier 2023**, par l'établissement : **GROUPE HOSPITALIER DE LA HAUTE SAONE** ;

## ARRÊTE :

### **Article 1 - Acompte provisoire mensuel à compter de janvier 2023 dans l'attente du calibrage du mécanisme de sécurisation pour 2023 - MCO hors AME, SU et détenus.**

A compter du mois de janvier 2023, dans l'attente de la fixation du montant annuel au titre du dispositif de sécurisation pour 2023 prévu par l'article 44 de la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 et du montant mensuel associé, un acompte provisoire est versé à l'établissement dans les conditions suivantes :

| Libellé                                                                                                                                      | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci* |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Acompte provisoire MCO au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus | 6 113 290,89 €                        |

Il se décompose de la façon suivante :

| Libellé                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci* |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments (y compris transports et PO)                                                                                                                                                                                                      | 5 860 580,00 €                        |
| Forfaits D (alternative à dialyse en centre), IVG, ATU « gynécologiques », forfaits âge urgences et suppléments, FFM, SE, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux articles R. 174-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale | 252 710,89 €                          |

\* Inclut la valorisation d'activité des entités géographiques HPROX 2022.

### **Article 2 - Acompte provisoire mensuel à compter de janvier 2023 dans l'attente du calibrage du mécanisme de sécurisation pour 2023, relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME).**

A compter du mois de janvier 2023, dans l'attente de la fixation du montant annuel au titre du dispositif de sécurisation pour 2023 prévu par l'article 44 de la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 et du montant mensuel associé, un acompte provisoire est versé à l'établissement dans les conditions suivantes :

| Libellé                                                                                                                      | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci* |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Acompte provisoire MCO au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant de l'aide médicale de l'Etat (AME) | 3 216,00 €                            |

\* Inclut la valorisation d'activité des entités géographiques HPROX 2022.

### **Article 3 - Acompte provisoire mensuel à compter de janvier 2023 dans l'attente du calibrage du mécanisme de sécurisation pour 2023, relevant des Soins Urgents.**

A compter du mois de janvier 2023, dans l'attente de la fixation du montant annuel au titre du dispositif de sécurisation pour 2023 prévu par l'article 44 de la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 et du montant mensuel associé, un acompte provisoire est versé à l'établissement dans les conditions suivantes :

| Libellé                                                                                                          | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci* |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Acompte provisoire MCO au titre de la valorisation de l'activité des prestations relevant des Soins urgents (SU) | 1 143,00 €                            |

\* Inclut la valorisation d'activité des entités géographiques HPROX 2022.



**Article 4 - Acompte provisoire mensuel à compter de janvier 2023 dans l'attente du calibrage du mécanisme de sécurisation pour 2023, relevant du RAC détenus.**

A compter du mois de janvier 2023, dans l'attente de la fixation du montant annuel au titre du dispositif de sécurisation pour 2023 prévu par l'article 44 de la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 et du montant mensuel associé, un acompte provisoire est versé à l'établissement dans les conditions suivantes :

| Libellé                                                                | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci* |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| <b>Acompte provisoire MCO au titre du reste à charge détenus (RAC)</b> | <b>4 254,58 €</b>                     |
| Dont séjours                                                           | 3 159,58 €                            |
| Dont ACE y compris ATU « gynécologique »//FFM, SE, etc.                | 1 095,00 €                            |

\* Inclut la valorisation d'activité des entités géographiques HPROX 2022.

**Article 5 - Montant alloué aux établissements de santé au titre de la prestation HPR des entités géographiques HPROX 2022.**

Au titre des modalités de financement prévues au 1° et 2° de l'article R. 162-33-20 du code de la sécurité sociale, le montant dû ou à reprendre par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

|                | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci |
|----------------|--------------------------------------|
| Prestation HPR | <b>1 447 715,52 €</b>                |

**Article 6 - Montant complémentaire à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2022 au cours de l'année 2023 - activité MCO au titre de la prestation HPR des entités géographiques HPROX 2022, est de :**

Au titre des modalités de financement prévues au 1° et 2° de l'article R. 162-33-20 du code de la sécurité sociale, le montant dû ou à reprendre par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

|                | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci |
|----------------|--------------------------------------|
| Prestation HPR | <b>0,00 €</b>                        |

**Article 7 - Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2022 au cours de l'année 2023 - activité MCO (hors HAD) hors AME, SU et soins aux détenus, sont de :**

Pour l'activité déclarée au mois de janvier 2023, incluant les LAMDA 2022, la régularisation porte sur les prestations soumises à garantie de financement MCO pour les soins de la période de janvier à décembre 2022.

Les montants dus ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale sont de :

| Libellé                                                                                                                                                                                                            | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Montant complémentaire MCO compte-tenu du mécanisme de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité hors aide médicale de l'Etat (AME), soins urgents (SU) et soins aux détenus</b> | <b>0,00 €</b>                        |
| Dont forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments (y compris transports et PO)                                                                                                     | 0,00 €                               |



| Libellé                                                                                                                                                                                                                                                        | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Dont Forfaits D (alternative à dialyse en centre), IVG, ATU, FFM, SE, PI, des actes et consultations externes (ACE) y compris forfaits techniques non facturés dans les conditions définies aux articles R. 174-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale | 0,00 €                               |

**Article 8 - Montant complémentaire à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2022 au cours de l'année 2023 - activité MCO au titre des prestations de soins relevant de l'Aide médicale de l'Etat (AME), est de :**

Pour l'activité déclarée au mois de janvier 2023, incluant les LAMDA 2022, la régularisation porte sur les prestations soumises à garantie de financement MCO pour les soins de la période de janvier à décembre 2022.

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                                                                       | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Montant complémentaire MCO compte-tenu du mécanisme de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité aide médicale de l'Etat (AME) | 0,00 €                               |

**Article 9 - Montant complémentaire à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2022 au cours de l'année 2023 - activité MCO au titre des prestations de soins relevant des Soins Urgents (SU), est de :**

Pour l'activité déclarée au mois de janvier 2023, incluant les LAMDA 2022, la régularisation porte sur les prestations soumises à garantie de financement MCO pour les soins de la période de janvier à décembre 2022.

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                                                            | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Montant complémentaire MCO compte-tenu du mécanisme de financement de l'établissement au titre de la valorisation de l'activité Soins urgents (SU) | 0,00 €                               |

**Article 10 - Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2022 au cours de l'année 2023 - activité MCO au titre du RAC détenus pour les prestations de soins de la période, sont de :**

Pour l'activité déclarée au mois de janvier 2023, incluant les LAMDA 2022, la régularisation porte sur les prestations soumises à garantie de financement MCO pour les soins de la période de janvier à décembre 2022.

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                                                          | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Montant complémentaire MCO compte-tenu du mécanisme de financement de l'établissement au titre de la valorisation du RAC détenus est de :</b> | <b>0,00 €</b>                        |
| Dont séjours                                                                                                                                     | 0,00 €                               |
| Dont ACE y compris ATU/FFM, SE, etc.                                                                                                             | 0,00 €                               |



**Article 11 - Le montant alloué aux établissements de santé au titre de la liste en sus est de :**

| Libellé                                                                                                                                                           | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins MCO hors AME/SU</b>                                                            | <b>1 801 458,68 €</b>                |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)                                                                                                      | 1 623 599,28 €                       |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès précoce, autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle | 140 035,23 €                         |
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours)                                                                                    | 37 824,17 €                          |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe)                                                                                                      | 0,00 €                               |
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe)                                                                                    | 0,00 €                               |
|                                                                                                                                                                   |                                      |
| <b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b>                             | <b>0,00 €</b>                        |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)                                                                                                      | 0,00 €                               |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle                               | 0,00 €                               |
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours)                                                                                    | 0,00 €                               |
| <b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant des soins urgents (SU)</b>                                      | <b>0,00 €</b>                        |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)                                                                                                      | 0,00 €                               |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation d'accès compassionnel et cadre de prescription compassionnelle                               | 0,00 €                               |
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours)                                                                                    | 0,00 €                               |

**Article 12 - Montants complémentaires à verser ou à reprendre suite aux transmissions LAMDA 2022 au cours de l'année 2023 MCO au titre de la liste en sus MCO hors HAD :**

La régularisation porte sur les prestations au titre des spécialités pharmaceutiques, produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale et des spécialités pharmaceutiques et médicaments mentionnés à l'article L. 162-22-7-3 du même code et n'ayant pas fait l'objet d'une régularisation précédente.

Le montant dû ou à reprendre sur la même période par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est de :

| Libellé                                                                                                | Montant dû ou à reprendre ce mois-ci |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| <b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les soins MCO hors AME/SU</b> | <b>0,00 €</b>                        |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)                                           | 0,00 €                               |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)    | 0,00 €                               |



|                                                                                                                                       |                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours)                                                        | 0,00 €                                      |
| <b>Libellé</b>                                                                                                                        | <b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci</b> |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (externe)                                                                          | 0,00 €                                      |
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (externe)                                                        | 0,00 €                                      |
| <b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant de l'aide médicale d'Etat (AME)</b> | <b>0,00 €</b>                               |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)                                                                          | 0,00 €                                      |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU)                                   | 0,00 €                                      |
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours)                                                        | 0,00 €                                      |
| <b>Montant dû ou à reprendre ce mois-ci au titre de la liste en sus pour les prestations relevant des soins urgents (SU)</b>          | <b>0,00 €</b>                               |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) (séjours)                                                                          | 0,00 €                                      |
| Dont des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) sous autorisation temporaire d'utilisation (ATU) et post ATU                       | 0,00 €                                      |
| Dont des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) (séjours)                                                        | 0,00 €                                      |

**Article 13** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal inter régional de la tarification sanitaire et sociale compétent dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

**Article 14** - Le présent arrêté est notifié à l'établissement : **GROUPE HOSPITALIER DE LA HAUTE SAONE** et à la **CPAM de Haute-Saône** désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Fait à Dijon, le 8 novembre 2023,

Pour le directeur général,  
Le chef du département Pilotage et régulation  
de l'Offre Sanitaire

Bertrand HURELLE



ARS Bourgogne Franche-Comté

BFC-2023-11-16-00002

DECISION ARS-BFC-DOS-2023-1580 portant  
renouvellement, à titre dérogatoire, de  
l'autorisation de prélèvements d'organes et de  
tissus à des fins thérapeutiques - Centre  
hospitalier de l'agglomération de Nevers Site  
Hôpital Pierre Bérégovoy (FINESS EJ : 58 078 003  
9 - FINESS ET : 58 097 269 3)

**DECISION ARS-BFC-DOS-2023-1580** portant renouvellement, à titre dérogatoire, de l'autorisation de prélèvements d'organes et de tissus à des fins thérapeutiques - Centre hospitalier de l'agglomération de Nevers – Site Hôpital Pierre Bérégovoy (FINESS EJ : 58 078 003 9 - FINESS ET : 58 097 269 3)

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L1232-1 à L1232-6, L1233-1 à L1233-4, L1235-1, L1235-3 à L1235-6, L1241-6, L1241-7, L1242-1, L1241-19-1, R1211-12 à R1211-22, R1232-1 à R1231-14, R1233-1 à R1233-7, R1233-9 et R1233-10, R1241-1 à R1241-2-1, R1242-1 à R1242-7,

**VU** la loi n° 2004-800 du 6 août 2004 relative à la bioéthique,

**VU** le décret n°2005-420 du 4 mai 2005 relatif à l'Agence de la biomédecine et modifiant le code de la santé publique (partie réglementaire),

**VU** le décret n°2005-949 du 2 août 2005 relatif aux conditions de prélèvements des organes, des tissus et des cellules et modifiant le livre II de la première partie de code de la santé publique (dispositions réglementaires),

**VU** le décret n°2012-597 du 27 avril 2012 relatif à l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé,

**VU** l'arrêté du 2 août 2005 fixant la liste des tissus et des cellules pour lesquels le prélèvement sur une personne décédée présentant un arrêt cardiaque et respiratoire persistant est autorisé,

**VU** l'arrêté du 29 octobre 2015 portant homologation des règles de bonnes pratiques relatives au prélèvement d'organes à finalité thérapeutique sur personne décédée,

**VU** l'arrêté du 16 août 2016 portant homologation des règles de bonnes pratiques relatives à l'entretien avec les proches en matière de prélèvement d'organes et de tissus,

**VU** la décision de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé (ANSM) du 7 février 2020 définissant les règles de bonnes pratiques relatives au prélèvement de tissus et de cellules du corps humain sur une personne vivante ou décédée, en vue d'une utilisation thérapeutique,

**VU** le décret du 2 novembre 2022 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques COIPIET en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) de Bourgogne-Franche-Comté à compter du 21 novembre 2022,

**VU** la décision ARS-BFC/SG/2023-055 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté en date du 02 octobre 2023,

**VU** la décision ARS-BFC/DOS/PSH/2018-315, du 28 avril 2018, portant renouvellement d'autorisation pour l'exercice de l'activité de prélèvements d'organes et de tissus à des fins thérapeutiques, pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**CONSIDERANT** que le centre hospitalier de l'agglomération de Nevers n'a pas transmis le dossier de renouvellement de son autorisation d'activité de prélèvements d'organes et de tissus à des fins thérapeutiques à l'ARS de Bourgogne-Franche-Comté comme prévu par l'article R.1233-5 du code de la santé publique ;

**CONSIDERANT** que l'établissement remplit :

- les conditions techniques de fonctionnement relatives aux prélèvements d'organes à des fins thérapeutiques sur personne décédée énoncées aux articles R.1233-7, R.1233-9 et suivants du code de la santé publique,
- les conditions techniques de fonctionnement relatives aux prélèvements de tissus à des fins thérapeutiques sur personne décédée énoncées aux articles R.1242-3 et suivants du code de la santé publique,

**CONSIDERANT** l'avis favorable de l'Agence de la biomédecine en date du 18 octobre 2023 ;

## DECIDE

**Article 1 :** Le renouvellement de l'autorisation de prélèvements d'organes et de tissus à des fins thérapeutiques est accordée au centre hospitalier de l'agglomération de Nevers – Site Hôpital Pierre Bérégovoy (FINESS EJ : 58 078 003 9 - FINESS ET : 58 097 269 3), situé au 1, avenue Patrick Guillot à Nevers (58).

**Article 2 :** Le renouvellement de l'autorisation d'effectuer, à des fins thérapeutiques, les prélèvements d'organes et de tissus, concerne :

- les prélèvements multi-organes sur personne décédée assistée par ventilation mécanique et conservant une fonction hémodynamique (cœur, poumons, foie, rein, pancréas, intestins),
- les prélèvements de tissus à l'occasion d'un prélèvement multi-organes (cornées, os, valves cardiaques, vaisseaux, peau, tendons, ligaments, fascia-lata),
- les prélèvements de tissus sur personne décédée présentant un arrêt cardiaque et respiratoire persistant (tissus de la liste fixée par l'arrêté du 2 août 2005).

**Article 3 :** La durée de validité de cette autorisation est de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, soit jusqu'au 31 décembre 2029.

**Article 4 :** Sept mois avant l'échéance de l'autorisation, le centre hospitalier de l'agglomération de Nevers, adressera à l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté une demande de renouvellement telle que prévue au code de la santé publique.

**Article 5 :** La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles elle a été notifiée, de sa publication pour les tiers en formulant :

- un recours gracieux auprès du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté,
- un recours hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé, 8, avenue de Ségur, 75350 Paris Cedex 07 SP,
- un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon, 22, rue d'Assas 21 000 Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** La directrice de l'organisation des soins et de l'autonomie de l'ARS de Bourgogne-Franche-Comté et l'administratrice provisoire du centre hospitalier de l'agglomération de Nevers sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Dijon, le **16 NOV. 2023**

Pour le directeur général,  
La directrice de l'organisation des soins et de  
l'autonomie,

Anne-Laure MOSER MOULAA



Direction départementale des territoires de la  
Saône-et-Loire

BFC-2023-05-23-00015

Contrôle des Structures agricoles - Accusé de  
réception de dossier complet de demande  
d'autorisation d'exploiter de M. Nicolas  
FONTAINE à Saint-Aubin



# PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Denys Cassagnes  
Gestionnaire du « contrôle des structures »  
Service économie agricole / Unité gestion des  
contrôles et environnement des exploitations  
Tél. : 03 85 21 86 46  
SDREA71@saone-et-loire.gouv.fr

**Direction Départementale  
des Territoires**

FONTAINE Nicolas  
10 bis rue de Saint-Loup  
39410 Saint-Aubin

Mâcon, le 23 mai 2023

**Objet : Accusé de réception de dossier complet - Dossier n° 2023137**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de mes services le 4 avril 2023 une demande d'autorisation d'exploiter de 42,0770 ha situés sur les communes de CLUX-VILLENEUVE (ZD48), LONGEPIERRE (ZE31, ZE43, ZH2, ZH8, ZH16, ZH17, ZH18, ZH56) et POURLANS (ZH45), exploités par CARTAUX Pierre.

**Votre dossier a été enregistré complet au 23 mai 2023 sous le n° 2023137.**

Le délai d'instruction de votre demande est de 4 mois, susceptible d'être prolongé à 6 mois, conformément à l'article R331-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

Durant ce délai, des informations supplémentaires sont susceptibles de vous être demandées, sans que cela puisse toutefois interrompre le délai d'instruction.

**À défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit, au plus tard, le 23 septembre 2023, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter.**

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès du service instructeur mentionné sous le présent timbre, une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

le chef du service Économie agricole

Laurent Charasse

DRAAF Bourgogne Franche-Comté

BFC-2023-11-17-00002

Arrêté n°23-289 BAG portant création portant  
création de l'établissement public local  
d'enseignement et de formation professionnelle  
agricoles de Mamirolle-Poligny (EPLEFPA  
Mamirolle-Poligny)

Suivi par :  
Service régional de la formation et du développement  
Tel : 03.39.59.41.50 – [valerie.jacquemier@agriculture.gouv.fr](mailto:valerie.jacquemier@agriculture.gouv.fr)  
Tel : 03.39.59.40.18 – [celine.germain@agriculture.gouv.fr](mailto:celine.germain@agriculture.gouv.fr)

**Arrêté N° 23-289 BAG**

**portant création de l'établissement public local d'enseignement  
et de formation professionnelle agricoles de Mamirolle-Poligny**

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté  
Préfet de la Côte-d'Or

**Vu** le code rural, et notamment ses articles L 810-1 et L 811-6 à L 811-11,  
**Vu** le code de l'éducation, et notamment ses articles L 421-1 à L 421-19,  
**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales et notamment ses articles 79 et 84,  
**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et les départements,  
**Vu** l'avis favorable du conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de Mamirolle en date du 21 mars 2023,  
**Vu** l'avis favorable du conseil d'administration de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de Poligny en date du 21 mars 2023,  
**Vu** l'avis favorable du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, direction générale de l'enseignement et de la recherche, en date du 5 octobre 2023,  
**Vu** la délibération de l'assemblée plénière du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté en date du 20 octobre 2023,  
**Sur** proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Bourgogne Franche-Comté,

## ARRETE

### Article 1 :

L'intégration de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPLEFPA) de Mamirolle, sis à Mamirolle (25620) Grande rue, au sein de l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de Poligny, sis à Poligny (39800) rue de Versailles, et immatriculé sous le numéro SIRET 193 908 126 00017 est prononcée à compter du 1er janvier 2024.

L'EPLEFPA de Poligny reprend l'ensemble des biens, droits et obligations de l'EPLEFPA de Mamirolle à compter de cette date.

L'EPLEFPA de Mamirolle est dissout à compter de cette même date.

### Article 2 :

L'EPLEFPA de Poligny, est dénommé, à compter du 1er janvier 2024 EPLEFPA de Mamirolle-Poligny, dit « ENILEA » de Mamirolle-Poligny.

Le siège de cet EPLEFPA est fixé à Poligny (39800) rue de Versailles.

Il est composé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, des centres suivants :

- un lycée d'enseignement général et technologique agricole dénommé LEGTA de Poligny, à Poligny,
- un lycée d'enseignement général et technologique agricole dénommé LEGTA de Mamirolle, à Mamirolle,
- un centre de formation professionnelle et de promotion agricoles (CFPPA) dit « de l'ENILEA de Mamirolle-Poligny », dont le siège est à Mamirolle, exerçant ses activités sur les sites de Poligny et de Mamirolle, et reprenant les activités, les droits et obligations du CFPPA de Poligny et du CFPPA de Mamirolle,
- un centre de formation d'apprentis agricole (CFA) dit « de l'ENILEA de Mamirolle-Poligny », dont le siège est à Mamirolle, reprenant les activités, les droits et obligations du CFA de Poligny et des activités d'apprentissages du CFPPA de Mamirolle,
- un atelier technologique, à Poligny,
- un atelier technologique, à Mamirolle.

### Article 3 :

Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté N°01/401 du 5 novembre 2001 portant transformation de l'EPLEFPA de Poligny.

### Article 4 :

La secrétaire générale pour les affaires régionales, la présidente du Conseil régional, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt sont chargés, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne Franche-Comté.

Fait à *Dijon*, le 17 NOV. 2023  
Pour le Préfet de la région  
Bourgogne-Franche-Comté  
et par délégation  
La Secrétaire générale  
pour les affaires régionales

Anne COSTE de CHAMPERON

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt  
4 bis rue Hoche – BP 87865 – 21078 Dijon Cedex  
tél : 03 39 59 40 00 – mèl : srfd.draaf-bourgogne-franche-comte@agriculture.gouv.fr

DRAAF Bourgogne Franche-Comté

BFC-2023-09-11-00014

portant reconnaissance du Groupement des  
Agriculteurs Bio de Haute-Saône en qualité de  
Groupement d'Intérêt Economique et  
Environnemental (GIEE)



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE-  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Affaire suivie par Mathilde Parage  
Service régional de l'économie agricole  
Tél : 03.39.59.41.01  
mél : mathilde.parage@agriculture.gouv.fr

**Direction régionale de l'alimentation,  
de l'agriculture et de la forêt  
Bourgogne-Franche-Comté**

### **Arrêté N° DRRAF/SREA-2023-27**

portant reconnaissance du Groupement des Agrobiologistes de Haute-Saône  
en qualité de Groupement d'Intérêt Economique et Environnemental (GIEE)

Le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté  
préfet de Côte d'Or

**VU** la loi n°2014-1170 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, notamment son article 3,

**VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 315-1 à L. 315-6, D.315-1 à D. 315-9 et R. 313-45 à R.313-46,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié,

**VU** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets,

**VU** le décret n°2014-1173 du 13 octobre 2014 relatif au groupement d'intérêt économique et environnemental,

**VU** le décret n°2015-467 du 23 avril 2015 relatif à la compétence et aux modalités d'intervention de la commission régionale de l'économie agricole et du monde rural sur les demandes de reconnaissance de groupements d'intérêt économique et environnementale,

**VU** le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives,

**VU** le décret du 26 septembre 2022 portant nomination de Monsieur Franck ROBINE préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté, préfet de la côte d'Or,

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt  
4 bis rue Hoche – BP 87865 – 21078 Dijon Cedex  
tél : 03 39 59 42 32- mél : srea.draaf-bourgogne-franche-comte@agriculture.gouv.fr

**VU** l'arrêté n° 22-632 BAG portant délégation de signature de Mme FOTRÉ-MULLER, DRAAF BFC, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées sur le budget de l'État,

**VU** l'arrêté n° 22-631 BAG portant délégation de signature à Mme FOTRÉ-MULLER, DRAAF BFC pour les compétences administratives générales

**VU** Décision n° 2022-36 DRAAF BFC du 4 novembre 2022 portant subdélégation de signature de Mme Marie-Jeanne FOTRE-MULLER directrice régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt de Bourgogne-Franche-Comté,

**VU** la circulaire DGPAAT/SDBE/2014-930 du 25/11/2014 précisant les modalités de reconnaissance et de suivi des GIEE,

**VU** l'avis de la présidente du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 10 septembre 2023,

**VU** l'avis de la commission régionale de l'économie agricole et du monde rural (COREAMR) du 10 septembre 2023,

**VU** la demande déposée le 26/05/2023 par du Groupement des Agrobiologistes de Haute-Saône,

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

## **ARRETE :**

### **Article 1er :**

En application de l'article D. 315-3 du code rural et de la pêche maritime,  
Groupement des Agrobiologistes de Haute-Saône  
17 quai Yves Barbier  
70 000 VESOUL

est reconnue comme groupement d'intérêt économique et environnemental conformément à l'article L.315-1 au titre du projet :

« Adapter mon système d'exploitation aux aléas climatiques afin d'optimiser ma production laitière en Agriculture Biologique ».

### **Article 2 :**

La reconnaissance visée à l'article 1 est valable à compter de la date de publication du présent arrêté et jusqu'au 31/05/2033. Pendant cette période, le Groupement des Agrobiologistes de Haute-Saône porte sans délai à la connaissance du préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté toute modification de la personnalité morale et du projet susceptible de remettre en cause la reconnaissance visée à l'article 1. Cette modification fait, le cas échéant, l'objet d'un examen par la Commission Régionale de l'Economie Agricole et du Monde Rural qui donne un avis sur le maintien ou le retrait de cette reconnaissance.

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt  
4 bis rue Hoche – BP 87865 – 21078 Dijon Cedex  
tél : 03.39.59.42.32- mël : srea.draaf-bourgogne-franche-comte@agriculture.gouv.fr

### **Article 3 :**

Le Groupement des Agrobiologistes de Haute-Saône doit réaliser à minima tous les trois ans à compter de la date de publication de l'arrêté portant reconnaissance de la qualité de GIEE un bilan qui reprendra à minima les éléments suivants : une description de l'évolution des systèmes de production mis en œuvre par les exploitants agricoles au regard des objectifs du projet, des indicateurs de suivi mis en place et du calendrier prévisionnel de réalisation du projet ; une description des actions effectivement mises en œuvre ; une synthèse des résultats obtenus, sur la base des indicateurs de moyens et de résultats prévus dans le projet du GIEE ; une description de la contribution du groupement à la capitalisation des résultats obtenus.

Un bilan final doit également être réalisé par le porteur de projet à l'expiration de la durée du projet. Ce bilan reprend à minima les mêmes éléments que les bilans intermédiaires.

Ces bilans doivent être transmis à la DRAAF qui appréciera, sur cette base, l'évolution du projet. Le contenu des bilans sera précisé à l'échelle régionale, après présentation en COREAMR, et en cohérence avec la capitalisation prévue.

### **Article 4 :**

La secrétaire générale pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à DIJON, le 11 septembre 2023

Pour le Préfet de Région, et par délégation,  
La directrice régionale de l'alimentation, de  
l'agriculture et de la forêt

Marie-Jeanne FOTRE-MULLER



DREAL Bourgogne Franche-Comté

BFC-2023-11-16-00003

arrêté relatif à la modification de l'attribution de  
la nouvelle bonification indiciaire à certains  
personnels de la DREAL BFC



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**ARRETE n°**

relatif à la modification de l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la Direction régionale, de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE**

**Vu** le code général de la fonction publique,

**Vu** le décret n° 2001-1161 du 7 décembre 2001 modifié portant déconcentration de décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement,

**Vu** l'arrêté n° 0101500A du 7 décembre 2001 modifié portant délégation de pouvoir en matière d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement,

**Vu** l'arrêté du 15 février 2018 modifiant l'arrêté du 7 décembre 2001 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du ministère de l'équipement, des transports et du logement,

**Vu** l'arrêté du 11 octobre 2022 modifiant l'arrêté du 18 février 2021 portant répartition de l'enveloppe de nouvelle bonification indiciaire dans certains services déconcentrés, dans certains services techniques et dans certains services à compétence nationale du ministère de la transition écologique et solidaire au titre des 6e et 7e tranches de la mise en œuvre du protocole Durafour,

**Vu** l'arrêté du 16 août 2023 portant intérim de direction par M. Renaud DURAND à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023,

**Vu** les arrêtés relatifs à la modification de la NBI en DREAL BFC, des 18 décembre 2018, 04 avril 2019, 22 septembre 2020, 30 novembre 2022

**Vu** le Comité social d'administration du 24 octobre 2023,

**ARRETE**

**Article 1er :**

L'arrêté n° BFC-2022-11-30-00004 est modifié conformément à l'annexe ci-jointe.

Aucune autre modification n'est apportée pour l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire aux personnels de la DREAL BFC occupants les emplois mentionnés dans l'arrêté précédemment cité.

**Article 2 :**

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet au 15 octobre 2023 et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Le **16 NOV. 2023**

Le Directeur par intérim,

Renaud DURAND

## Liste des postes éligibles à la NBI - DREAL BFC

| Situation au 01/01/2023 |                                                            |           | MacroGrade |
|-------------------------|------------------------------------------------------------|-----------|------------|
| Service                 | Intitulé poste                                             | Points    |            |
| STE/DEE                 | Chargé(e) de procédures administratives – Référent Garance | 10        | C          |
| Direction               | Assistant(e) de direction                                  | 10        | C          |
| Direction               | Chauffeur – Assistant(e) de direction                      | 10        | C          |
| <b>TOTAL</b>            | <b>3 postes</b>                                            | <b>30</b> |            |
| <b>Dotation</b>         | <b>3 postes</b>                                            | <b>30</b> | <b>0</b>   |

remplacé par :

| Situation au 15/10/2023 |                                       |           | MacroGrade |
|-------------------------|---------------------------------------|-----------|------------|
| Service                 | Intitulé poste                        | Points    |            |
| Direction               | Assistant(e) de direction             | 10        | C          |
| Direction               | Assistant(e) de direction             | 10        | C          |
| Direction               | Chauffeur – Assistant(e) de direction | 10        | C          |
| <b>TOTAL</b>            | <b>3 postes</b>                       | <b>30</b> |            |
| <b>Dotation</b>         | <b>3 postes</b>                       | <b>30</b> | <b>0</b>   |

Maison d'arrêt de Dijon

BFC-2023-11-15-00001

Arrêté portant nomination des membres au CSA  
de la MA Dijon - 15/11/2023

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

## **Arrêté du 15/11/2023 portant nomination des membres au comité social d'administration spécial de la Maison d'arrêt de Dijon**

### **Le chef d'établissement,**

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 modifié relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 25 avril 2022 modifié portant création des comités sociaux d'administration relevant du ministère de la justice ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2022 relatif au mode de désignation des représentants du personnel aux instances de dialogue social relevant du ministère de la justice ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 2022 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel au sein des comités sociaux d'administration spéciaux institués dans les établissements et services du ressort de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Dijon et le nombre de sièges attribué à chacune d'elles,

### **Arrête :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont nommés représentants du personnel au comité social d'administration spécial de la Maison d'arrêt de Dijon les personnes suivantes :

| ORGANISATIONS SYNDICALES | MEMBRE(S) TITULAIRE(S)                                | MEMBRE(S) SUPPLEANT(S)                         |
|--------------------------|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| UFAP                     | THEVENIN Sébastien<br>BOURICE Rodolphe<br>RIAHY Mouez | BAZIN Hervé<br>PESME Laurent<br>PEREZ Stéphane |
| FO                       | POLLONNI Pierre                                       | PFERSCH Sabrina                                |

## **Article 2**

Les membres titulaires et suppléants sont nommés pour un mandat de quatre ans.

## **Article 3**

Le chef d'établissement de la Maison d'arrêt de Dijon est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Côte d'Or et de la préfecture de région Bourgogne Franche-Comté.

Fait le 15 novembre 2023.

Le chef d'établissement par intérim,

Signé

M. Patrick SAUREL

Maison d'arrêt de Dijon

BFC-2023-11-17-00001

MA Dijon - Délégation de signature - ACD, OFF,  
MAJORS, 1ERS SVTS

**Direction interrégionale des services pénitentiaires de DIJON  
Maison d'arrêt de Dijon**

**A Dijon,**

**Le 17 novembre 2023**

**Arrêté portant délégation de signature**

Vu le code pénitentiaire notamment ses articles R. 113-66 et R. 234-1 ;  
Vu le code de justice pénale des mineurs et notamment l'article R124-4-1

Vu l'arrêté n°25-2023 du directeur interrégional des services pénitentiaires de Dijon en date du 30/10/2023 nommant Monsieur Patrick SAUREL en qualité de chef d'établissement par intérim de la Maison d'arrêt de DIJON.

Monsieur Patrick SAUREL, chef d'établissement par intérim de la Maison d'arrêt de DIJON

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Philippe BUISSON, en qualité de capitaine, Adjoint au chef de détention à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Christophe MACHECOURT, en qualité de capitaine, Chef de bâtiment à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Eric VINCENT, en qualité de capitaine, Chef de bâtiment à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 4 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Patrice JORAND, en qualité de capitaine, Chef de bâtiment à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 5 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Jean-Philippe AZE, en qualité de capitaine, Chef de bâtiment à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 6 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Yann DEMASSUE, en qualité de capitaine, Responsable infrastructure et sécurité à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 7 :** Délégation permanente de signature est donnée à Madame Laetitia DUMUR, en qualité de capitaine, Adjointe au chef de bâtiment à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 8 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Frédéric GUINAULT, en qualité de capitaine, Adjoint au chef de bâtiment à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 9 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Eddy FLEURIOT, en qualité de capitaine, Adjoint au chef de bâtiment à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 10 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Cyrille CROTTO-MIGLIETT, en qualité de capitaine, Adjoint au chef de bâtiment à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 11 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Franck FELMANN, en qualité de premier surveillant, Adjoint au responsable infrastructure et sécurité à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 12 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Hervé BAZIN, en qualité de major à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 13 :** Délégation permanente de signature est donnée à Madame Maud CHARLIER, en qualité de première surveillante à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 14 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Nicolas GAULT, en qualité de major à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 15 :** Délégation permanente de signature est donnée à Madame Delphine GAVOIS, en qualité de première surveillante à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 16 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Marc MOMPÉLAT, en qualité de premier surveillant à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 17 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Benjamin PIERRON, en qualité de premier surveillant, responsable du service des agents à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 18 :** Délégation permanente de signature est donnée à Madame Sophie VINCENOT, en qualité de première surveillante à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 19 :** Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Frédéric TAMIZE, en qualité de premier surveillant à la Maison d'Arrêt de DIJON, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 20 :** Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département dans lequel l'établissement a son siège et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le chef d'établissement par  
intérim,

Signé,

Patrick SAUREL



Décisions du chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code pénitentiaire (R. 113-66 ; R. 234-1) et d'autres textes

**I. Décisions pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code pénitentiaire**

**Délégués possibles :**

- 1 : adjoint au chef d'établissement
- 2 : chef de détention
- 3 : adjoint au chef de détention
- 4 : personnels de commandement (lieutenants, capitaines, commandants)
- 5 : majors et 1ers surveillants

| Décisions concernées                                                                                                                                                                   | Articles                 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---|---|---|---|---|
| <b>Visites de l'établissement</b>                                                                                                                                                      |                          |   |   |   |   |   |
| Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire                                                                                                                                 | R. 113-66<br>+ D. 222-2  | X | X |   |   |   |
| Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité | R. 132-1                 | X |   |   |   |   |
| Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité          | R. 132-2                 | X |   |   |   |   |
| <b>Vie en détention et PEP</b>                                                                                                                                                         |                          |   |   |   |   |   |
| Elaborer et adapter le règlement intérieur type                                                                                                                                        | R. 112-22<br>+ R. 112-23 | X |   |   |   |   |
| Elaborer le parcours d'exécution de la peine                                                                                                                                           | L. 211-5                 | X | X | X | X |   |
| Définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés                                              | L. 211-4<br>+ D. 211-36  | X | X | X | X |   |
| Désigner et convoquer les membres de la CPU                                                                                                                                            | D. 211-34                | X | X | X | X |   |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule (y compris CProU)                                                                                                  | R. 113-66                | X | X | X | X | X |
| Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule                                                                                                                           | D. 213-1                 | X | X | X | X | X |
| Suspendre l'encellulement individuel d'une personne détenue                                                                                                                            | D. 213-2                 | X | X | X | X | X |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                       |   |   |   |   |   |   |   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---|---|---|---|---|---|---|
| Affecter des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'unité sanitaire                                                                                                                                                                                                                      | D. 115-5              | X | X | X | X | X | X | X |
| Doter une personne détenue d'une DPU (dotation de première urgence)                                                                                                                                                                                                                                                     | R. 332-44             | X | X | X | X | X | X | X |
| Décider et donner audience en cas de recours gracieux requêtes ou plaintes des personnes détenues                                                                                                                                                                                                                       | R. 314-1              | X | X | X | X | X | X | X |
| S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre                                                                                                                                                                                                                             | R. 322-35             | X | X | X | X | X | X | X |
| Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial                                                                                                                                                                                                                                            | D. 216-5              | X | X | X | X | X | X | X |
| Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI                                                                                                                                                                                                         | D. 216-6              | X | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes                                                                                                                                                                                                                                                     | D. 217-2              | X | X | X | X | X | X | X |
| Mesures de contrôle et de sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                       |   |   |   |   |   |   |   |
| Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée                                                                                                                                                 | D. 215-5              | X | X | X | X | X | X | X |
| Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transferts, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée | D. 215-17             | X | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser l'utilisation des armes dans les locaux de détention pour une intervention précisément définie                                                                                                                                                                                                                | R. 227-6              | X | X | X | X | X | X | X |
| Décider d'armer de générateurs d'aérosols incapacitants de catégorie D b), les membres du personnel de direction, du corps des chefs de services pénitentiaires et du corps de commandement, les majors ou premiers surveillants                                                                                        | D. 221-2              | X | X | X | X | X | X | X |
| Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité                                                                                                                                                                                                                                               | R. 113-66 + R. 221-4  | X | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion                                                                                                                                                                       | R. 113-66 + R. 332-44 | X | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité                                                                                                                                                                                                                         | R. 332-35             | X | X | X | X | X | X | X |
| Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté                                                                                                                                                                                         | R. 113-66 + R. 332-11 | X | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue matériels et appareillages médicaux pour des raisons d'ordre et de sécurité                                                                                                                                                                                                              | R. 332-41             | X | X | X | X | X | X | X |
| Ratifier un équipement informatique appartenant à une personne détenue                                                                                                                                                                                                                                                  | R. 414-7              | X | X | X | X | X | X | X |
| Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité                                                                                                                                                                                             | R. 113-66 + R. 225-1  | X | X | X | X | X | X | X |
| Décider de procéder à la fouille des personnes détenues                                                                                                                                                                                                                                                                 | R. 225-4              | X | X | X | X | X | X | X |
| Demandar au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne                                                                                                      | R. 113-66 + R. 226-1  | X | X | X | X | X | X | X |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte                                                                                                                                                                                                                                                |                       |   |   |   |   |   |   |   |

|                                                                                                                                                                               |                                     |   |   |   |   |   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|---|---|---|---|---|
| Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction                                                | R. 113-66<br>R. 226-1               | X | X | X | X | X |
| <b>Discipline</b>                                                                                                                                                             | R. 234-1                            |   |   |   |   |   |
| Elaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs                                                                                                                    | R. 234-8                            | X | X | X | X | X |
| Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ou en confinement en cellule individuelle ordinaire                                                               | R. 234-19                           | X | X | X | X | X |
| Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle des détenus                                                                                                            | R. 234-23                           | X | X | X | X | X |
| Engager des poursuites disciplinaires                                                                                                                                         | R. 234-14                           | X | X | X | X | X |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française                                                               | R. 234-26                           | X | X | X | X | X |
| Désigner les membres assesseurs de la commission de discipline                                                                                                                | R. 234-6                            | X | X | X | X | X |
| Présider la commission de discipline                                                                                                                                          | R. 234-2                            | X | X |   |   |   |
| Prononcer des sanctions disciplinaires                                                                                                                                        | R. 234-3                            | X | X |   |   |   |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires                                                                                                       | R. 234-32 à<br>R. 234-40            | X | X |   |   |   |
| Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner une sanction disciplinaire                                                                                                    | R. 234-41                           | X | X | X | X |   |
| <b>Isolement</b>                                                                                                                                                              |                                     |   |   |   |   |   |
| Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence                                                                                                     | R. 213-22                           | X | X | X | X | X |
| Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure                                                                     | R. 213-23<br>R. 213-27<br>R. 213-31 | X | X |   |   |   |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française                                                               | R. 213-21                           | X | X | X | X | X |
| Léver la mesure d'isolement                                                                                                                                                   | R. 213-29<br>R. 213-33              | X | X | X | X |   |
| Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de la compétence de la DISP ou du ministre de la justice      | R. 213-21<br>R. 213-27              | X | X | X | X |   |
| Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement                                                                                | R. 213-24<br>R. 213-25<br>R. 213-27 | X | X | X | X | X |
| Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 213-21                           | X |   |   |   |   |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire                            | R. 213-18                           | X | X | X | X |   |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement                                         | R. 213-18                           | X | X | X | X |   |

|                                                                                                                                                                                                             |           |   |   |   |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---|---|---|------------|
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention                                                                                                          | R. 213-20 | X | X | X |            |
| Quartier spécifique UDV                                                                                                                                                                                     |           |   |   |   |            |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française                                                                                             | R. 224-5  |   |   |   | SANS OBJET |
| Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en UDV                                                                                                              | R. 224-3  |   |   |   |            |
| Autoriser une personne détenue placée en UDV à participer à une activité collective au sein de l'UDV                                                                                                        | R. 224-4  |   |   |   |            |
| Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en UDV chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent       | R. 224-4  |   |   |   |            |
| Quartier spécifique QPR                                                                                                                                                                                     |           |   |   |   |            |
| Désigner un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française                                                                                             | R. 224-19 |   |   |   | SANS OBJET |
| Prendre des mesures de sécurité individualisées à l'égard d'une personne détenue placée en QPR                                                                                                              | R. 224-16 |   |   |   |            |
| Décider que le culte et les promenades seront exercés séparément des autres détenus placés en QPR chaque fois que des impératifs de sécurité ou de maintien du bon ordre de l'établissement l'exigent       | R. 224-17 |   |   |   |            |
| Gestion du patrimoine des personnes détenues                                                                                                                                                                |           |   |   |   |            |
| Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif                                                                            | R. 322-12 | X | X |   |            |
| Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont porteuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire                                                              | R. 332-38 | X | X | X |            |
| Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont porteuses                                                            | R. 332-28 | X | X | X |            |
| Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif                                                                                   | R. 332-3  | X | X | X |            |
| Autoriser une personne détenue recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite                                                                                  | R. 332-3  | X | X |   |            |
| Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier                                                                                          | R. 332-3  | X | X |   |            |
| Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir | D. 424-4  | X | X |   |            |
| Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération                                               | D. 424-3  | X | X |   |            |
| Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif                                                                                     | D. 332-17 | X | X |   |            |
| Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention                                                                | D. 332-18 | X | X |   |            |



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                             |   |   |   |   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---|---|---|---|
| Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat                                                                                                    | R. 341-5                                    | X | X |   |   |
| Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire. | R. 341-3                                    | X | X |   |   |
| Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés.                                                                                                               | R. 235-11<br>R. 341-13                      | X | X | X |   |
| Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale                                                                                                                                                                                                                            | R. 341-15<br>R. 341-16                      | X | X | X |   |
| Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée                                                                                                                                                                                                                                                  | R. 345-5                                    | X | X | X |   |
| Autoriser, refuser, suspendre, retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée                                                                                                                                                                                             | R. 345-14                                   | X | X | X | X |
| Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue                                                                                                                                                                                                                                      | L. 6<br>+ R. 345-14<br>(pour les condamnés) | X | X | X |   |
| <b>Entrée et sortie d'objets</b>                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                             |   |   |   |   |
| Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue                                                                                                                                                                             | R. 370-2                                    | X | X |   |   |
| Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet                                                                                                                                                                                       | R. 332-42                                   | X | X |   |   |
| Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire                                                                                                                                                                                        | R. 332-43                                   | X | X | X |   |
| Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques                                                                                                                                                                                                                 | D. 221-5                                    | X | X |   |   |
| <b>Activités, enseignement consultations, vote</b>                                                                                                                                                                                                                                                        |                                             |   |   |   |   |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle                                                                                                                                          | R. 413-6                                    | X | X | X | X |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement                                                                                                                                                        | R. 413-2                                    | X | X | X | X |
| Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement                                                                                                                                                                                   | D. 413-4                                    | X |   |   |   |
| Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement                                                                                                                                                                                               | R. 411-6                                    | X |   |   |   |
| Signer toutes décisions et documents se rapportant aux attributions relatives à l'inscription sur les listes électorales et au vote par correspondance des personnes détenues, définies par le code pénitentiaire et les articles R. 1 à R. 25 et R. 81 à R. 85 du code électoral.                        | R. 361-3                                    | X |   |   |   |
| <b>Travail pénitentiaire</b>                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                             |   |   |   |   |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                             |   |   |   |   |

| Autoriser les personnes détenues à travailler pour leur propre compte                                                                                                                                                                                                                                   | L. 412-4                            | X |   |   |   |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|---|---|---|---|--|
| Classement / affectation                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                     |   |   |   |   |  |
| Décider du classement ou du refus de classement au travail d'une personne détenue après avis de la commission pluridisciplinaire unique                                                                                                                                                                 | L. 412-5<br>R. 412-8                | X | X |   |   |  |
| Classer au travail une personne détenue transférée conformément à la décision de classement du chef de l'établissement pénitentiaire de départ, sauf pour un motif lié au bon ordre et à la sécurité de l'établissement.                                                                                | D. 412-13                           | X | X |   |   |  |
| Décider du refus d'affectation d'une personne détenue sur un poste de travail                                                                                                                                                                                                                           | L. 412-6<br>R. 412-9                | X | X |   |   |  |
| Suspendre l'affectation de la personne détenue sur son poste de travail (tant au service général qu'en production).                                                                                                                                                                                     | L. 412-8<br>R. 412-15               | X | X | X | X |  |
| Statuer sur la demande de la personne détenue souhaitant suspendre son affectation sur son poste de travail et décider, le cas échéant, d'un refus de suspension (tant au service général qu'en production).                                                                                            | L. 412-8<br>R. 412-14               | X | X | X | X |  |
| Mettre fin à l'affectation de la personne détenue sur son poste de travail en cas de cessation de l'activité de production                                                                                                                                                                              | R. 412-17                           | X | X | X | X |  |
| Contrat d'emploi pénitentiaire                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                     |   |   |   |   |  |
| Signer un contrat d'emploi pénitentiaire avec la personne détenue, lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire                                                                                                                                                                        | L. 412-11                           | X |   |   |   |  |
| Signer la convention tripartite annexée au contrat d'emploi pénitentiaire conclu entre la personne détenue et le donneur d'ordre lorsque ce dernier n'est pas l'administration pénitentiaire                                                                                                            |                                     |   |   |   |   |  |
| Signer un avenant au contrat d'emploi pénitentiaire en vue de son renouvellement                                                                                                                                                                                                                        | R. 412-24                           | X |   |   |   |  |
| Suspendre le contrat d'emploi pénitentiaire d'une personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général)                                                                                                                                                      | L. 412-15<br>R. 412-33              | X | X | X | X |  |
| Rendre un avis, dans un délai de 5 jours, sur la suspension d'un ou plusieurs contrats d'emploi pénitentiaires pour baisse temporaire de l'activité lorsque le donneur d'ordre n'est pas l'administration pénitentiaire (activité en production)                                                        | R. 412-34                           | X | X | X | X |  |
| Résilier le contrat d'emploi pénitentiaire de la personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général), d'un commun accord avec la personne détenue par la signature d'un accord amiable                                                                     | L. 412-16<br>R. 412-37              | X | X | X | X |  |
| Résilier le contrat d'emploi pénitentiaire de la personne détenue lorsque le donneur d'ordre est l'administration pénitentiaire (service général) pour inaptitude ou insuffisance professionnelle, pour un motif économique ou tenant aux besoins du service après convocation à un entretien préalable | R. 412-38<br>R. 412-39<br>R. 412-41 | X | X | X | X |  |
| Rendre un avis sur la régularité de la procédure de réiliation de plus de 10 contrats d'emploi pénitentiaire pour motif économique lorsque le donneur d'ordre n'est pas l'administration pénitentiaire (activités en production)                                                                        | R. 412-43<br>R. 412-45              | X |   |   |   |  |

| Interventions dans le cadre de l'activité de travail                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |           |   |   |   |   |   |   |   |   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Agréer les personnes extérieures chargées d'assurer l'encadrement technique de l'activité de travail (tant au service général qu'en production)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | D. 412-7  | X |   |   |   |   |   |   |   |
| Autoriser l'utilisation des équipements et outils mis à disposition par le donneur d'ordre pour les activités en production                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | R. 412-27 | X |   |   |   |   |   |   |   |
| Organiser les mouvements pour assurer la présence de la personne détenue au travail ainsi que la surveillance et la sécurité sur les lieux de travail pour les activités en production                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | R. 412-27 | X | X | X | X | X | X | X | X |
| Procéder au versement à la personne détenue des rémunérations sur la base des éléments transmis par le donneur d'ordre et de la déclaration aux organismes de sécurité sociale, pour les activités en production                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | R. 412-27 | X |   |   |   |   |   |   |   |
| Solliciter l'intervention des services de l'inspection du travail pour l'application des règles d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués par les personnes détenues                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | D. 412-71 | X |   |   |   |   |   |   |   |
| Adresser au service de l'inspection du travail, une réponse motivée précisant les mesures qui ont fait suite au rapport de l'inspection du travail ainsi que celles qui seront prises, accompagnées d'un calendrier de réalisation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | D. 412-71 | X |   |   |   |   |   |   |   |
| Obligations en matière de santé et de sécurité au travail des personnes détenues :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des personnes détenues conformément à l'article L. 4121-1 du code du travail ;</li> <li>➤ Veiller à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes ;</li> <li>➤ Évaluer les risques pour la santé et la sécurité des personnes détenues et élaborer un document unique d'évaluation des risques professionnels en application de l'article R. 4121-1 du code du travail ;</li> <li>➤ Mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés à l'article L. 4121-2 du code du travail ;</li> <li>➤ Mettre en place une organisation et des moyens immobiliers et mobiliers adaptés, selon les conditions prévues dans le contrat d'implantation ;</li> <li>➤ Aménager les lieux de travail de manière à ce que leur utilisation garantisse la sécurité des personnes détenues conformément à l'article L. 4221-1 du code du travail ;</li> <li>➤ Maintenir l'ensemble des installations en bon état de fonctionnement</li> </ul> | D. 412-72 | X | X | X | X | X | X | X | X |
| Informier le préfet de département lorsqu'une personne prévenue est affectée sur un poste de travail situé sur le domaine affecté à l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats, après autorisation du magistrat en charge du dossier                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | D. 412-73 | X |   |   |   |   |   |   |   |
| Autoriser une personne condamnée à être affectée sur un poste de travail situé sur le domaine affecté à l'établissement pénitentiaire et à ses abords immédiats, en informer le préfet de département et l'autorité judiciaire en charge de son suivi                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |           |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Contrat d'implantation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |           |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Signer un contrat d'implantation avec une entreprise ou une structure chargée de l'activité en production                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | R. 412-78 | X |   |   |   |   |   |   |   |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                         |   |   |   |   |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|---|---|---|---|--|
| Résilier le contrat d'implantation conclu une entreprise ou une structure chargée de l'activité en production                                                                                                                                                                                                                                                               | R. 412-81<br>R. 412-83. | X |   |   |   |  |
| Mettre en demeure le cocontractant dès constatation du non-respect des obligations prévues au contrat d'implantation et, en cas d'urgence, assortir la mise en demeure d'une suspension de l'exécution du contrat d'implantation                                                                                                                                            | R. 412-82               | X |   |   |   |  |
| <b>Administratif</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                         |   |   |   |   |  |
| Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | D. 214-25               | X |   |   |   |  |
| <b>Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                         |   |   |   |   |  |
| Modifier, avec l'accord préalable du JI, les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle                                                                                             | L. 632-1<br>+ D. 632-5  | X |   |   |   |  |
| Modifier, avec l'autorisation préalable du JAP, les horaires d'entrée et de sortie des personnes bénéficiant d'une PS ou admises au régime du placement à l'extérieur, de la semi-liberté ou de la DDSE, lorsqu'il s'agit de modifications favorables ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle                                                                | L. 424-1                | X |   |   |   |  |
| Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention                                                                                                                                                                                                                                                                    | L. 214-6                | X | X | X | X |  |
| Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat                                                                                                                                      | L. 424-5<br>+ D. 424-22 | X |   |   |   |  |
| Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégataire                                                                                                                                                                                                                                                                       | D. 424-24               | X |   |   |   |  |
| Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'observation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident                               | D. 424-6                | X | X | X | X |  |
| Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire.                                                                  | D. 214-21               | X | X | X | X |  |
| <b>Gestion des greffes</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                         |   |   |   |   |  |
| Habiller les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée.           | L. 212-7<br>L. 512-3    | X |   |   |   |  |
| Habiller spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAVIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée | L. 212-8<br>L. 512-4    | X |   |   |   |  |

| Régie des comptes nominatifs                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |           |   |   |   |  |  |  |  |  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---|---|---|--|--|--|--|--|
| Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | R. 332-26 | X |   |   |  |  |  |  |  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | R. 332-28 | X |   |   |  |  |  |  |  |
| Ressources humaines                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |           |   |   |   |  |  |  |  |  |
| Déterminer les modalités d'organisation du service des agents                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | D. 221-6  | X | X | X |  |  |  |  |  |
| Affecter des personnels de surveillance en USMP et SMPR, après avis des médecins responsables de ces structures.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | D. 115-7  | X |   |   |  |  |  |  |  |
| GENESIS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |           |   |   |   |  |  |  |  |  |
| Désigner individuellement et habiliter spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPIP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions | R. 240-5  | X |   |   |  |  |  |  |  |

**II. Décisions pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu de l'article R. 124-4-1 du code de la justice pénale des mineurs**

**Déléataires possibles :**

- 1 : adjoint au chef d'établissement
- 2 : chef de détention
- 3 : adjoint au chef de détention
- 4 : personnels de commandement (lieutenants, capitaines, commandants)
- 5 : majors et 1ers surveillants

| Décisions concernées                                                                                                                                                                                                            | Articles du CJPM                            | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---|---|---|---|---|
| Compétences spécifiques liées à la prise en charge des mineurs                                                                                                                                                                  |                                             |   |   |   |   |   |
| Placer en cellule la nuit, à titre exceptionnel, un mineur détenu avec un autre mineur détenu de son âge, soit pour motif médical, soit en raison de sa personnalité                                                            | R. 124-2                                    | X | X | X | X | X |
| Proposer, à titre exceptionnel, une activité de travail à un mineur détenu âgé de 16 ans et plus                                                                                                                                | Art. 9 al. 1 de l'annexe à l'art. R. 124-3  | X | X | X | X |   |
| Autoriser, à titre exceptionnel, la participation d'un mineur détenu âgé de 16 ans et plus aux activités organisées dans l'établissement pénitentiaire avec des personnes détenues majeures, si l'intérêt du mineur le justifie | Art. 9 al. 2 de l'annexe à l'art. R. 124-3  | X | X | X | X |   |
| Prendre toute décision relative aux modalités de prise en charge d'un mineur, après consultation des services de la PJJ                                                                                                         | Art. 10 al. 1 de l'annexe à l'art. R. 124-3 | X | X | X | X |   |
| Décider de prendre, de renouveler, de refuser ou de lever une mesure de protection individuelle                                                                                                                                 | Art. 13 de l'annexe à l'art. R. 124-3       | X | X | X | X |   |



Rectorat de la région académique Bourgogne  
Franche-comté

BFC-2023-11-17-00003

ARRÊTÉ COMPO COMM ÉLECTORALE



## **Arrêté n°**

### **Portant composition de la commission électorale des représentants étudiants au Conseil d'Administration du CROUS de Bourgogne-Franche-Comté 2024**

La Rectrice de la région académique Bourgogne-Franche-Comté  
Rectrice de l'académie de Besançon  
Chancelière des universités

**Vu** le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1 et R.822-12 ;

**Vu** le décret 2018-922 du 27 octobre 2018 relatif à diverses mesures concernant le conseil d'administration et les instances consultatives du centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Bourgogne-Franche-Comté ;

**Vu** le décret 2018-924 du 27 octobre 2018 portant création du centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Bourgogne-Franche-Comté ;

**Vu** le décret 2021-90 du 21 janvier 2021 relatif aux élections des représentants des étudiants aux conseils d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ainsi qu'à la prorogation des mandats des membres de ces conseils ;

**Vu** le décret 2021-457 du 15 avril 2021 relatif aux élections des représentants des étudiants au conseil d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires et aux dispositions pouvant être prises par les recteurs de région académique en cas de difficulté grave rencontrée dans le fonctionnement du conseil d'administration d'un centre régional ;

**Vu** l'arrêté du 13 novembre 2023 relatif à l'élection des représentants des étudiants aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;

**Vu** la circulaire du 15 novembre 2023 relative aux modalités d'organisation des élections des représentants étudiants aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;

**Vu** la consultation des représentants des organisations étudiantes nationales représentatives ;

**Vu** les représentants de l'administration du CROUS désignés par Madame la directrice générale du CROUS de Bourgogne Franche-Comté.

## **ARRÊTE**

**Article 1er** : La commission électorale relative aux élections des représentants étudiants au conseil d'administration du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Bourgogne Franche-Comté est composée comme suit :

- Représentants des électeurs étudiants :

| <b>TITULAIRES</b>                | <b>SUPPLÉANTS</b> |
|----------------------------------|-------------------|
| <b>Représentants locaux UNEF</b> |                   |
| Enora VAGNAUX                    | Baudoux TAHANI    |
| <b>Représentants locaux UNI</b>  |                   |
| Solène BAILLY                    | Jurgens TYLL      |

| Représentants locaux UNION            |                           |
|---------------------------------------|---------------------------|
| Timo LECKI                            | Sarah EL MHASSANI         |
| Représentants locaux affiliés FAGE    |                           |
| Louis BICHEBOIS-DELHIEF, <b>FEBIA</b> | Nathan DURUPT, <b>BAF</b> |

- Représentants de l'administration du CROUS :

| TITULAIRES                                                   | SUPPLÉANTS                                                          |
|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| Christine LE NOAN, directrice générale du CROUS              | Jean-Marc QUÉMENEUR, directeur adjoint                              |
| Thierry FRAGNET, adjoint à la directrice de la vie étudiante | Delphine MOUTURIER-GRILLOT, directrice de la vie étudiante          |
| Philippe MAURO, directeur de site, Belfort-Montbéliard       | Estelle NILSSON, directrice de cabinet et des relations extérieures |
| Emmanuel OLIVAUD, directeur de site, Dijon                   | Julie FAIVRE, directrice de l'hébergement                           |

**Article 2 :** La présidence de la commission sera assurée par Monsieur Gracian DIDIER, responsable de la délégation régionale à l'enseignement supérieur, responsable du pôle formation et vie universitaire du rectorat de région académique.

**Article 3 :** Le secrétaire général de la région académique de Bourgogne-Franche-Comté et la directrice générale du CROUS de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait le 17 novembre 2023,

La Rectrice de la région académique  
Bourgogne-Franche-Comté,  
Rectrice de l'académie de Besançon,  
Chancelière des universités



**Nathalie ALBERT-MORETTI**